En Jeu. Histoire et mémoires vivantes

N° 1 | 2013
Résistances au musée

Les musées de la Résistance en Italie

Le cas de l'Émilie-Romagne

Claudio SILINGARDI

Édition électronique :
URL : https://en-jeu.numerev.com/articles/revue-1/812-les-musees-de-la-resistance-en-italie
DOI : numerev_1454
Date de publication : 01/06/2013

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : SILINGARDI, C. (2013) Les musées de la Résistance en Italie. *En Jeu. Histoire et mémoires vivantes*, (1). https://doi.org/10.34745/numerev_1454

Mots-clés :
Emilie-Romagne, Fossoli, Carpi

Parmi les plus de 3 600 musées italiens, une soixantaine sont consacrés à la résistance et à la déportation, de manière directe ou indirecte, dans le cadre plus général de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ; et plus d'un tiers d'entre eux sont situés dans la région d'Émilie-Romagne. Au cours des dernières années – avec la seule exception partielle des musées de la Shoah, comme nous le verrons – l'intrication entre des processus politiques de moyenne durée et la crise économique contemporaine ont mis ces musées devant de grandes difficultés, certains d'entre eux ayant dû fermer alors que d'autres ne survivent que grâce à l'engagement de volontaires, sans recevoir de financement public. Cela est aussi survenu parce qu'au cours des deux dernières décennies, en Italie, d'un côté les valeurs de la Résistance comme fondements de l'Italie républicaine et de la Constitution, tout comme l'expérience démocratique du communisme italien et le rôle positif du système des partis pour consolider la démocratie ont été mis en discussion, alors que, par ailleurs, Benito Mussolini, le régime fasciste et même la République sociale italienne ont été constamment l'objet de tentatives de réhabilitation[1].

C'est dans ce contexte que s'inscrit l'action des forces politiques du centre-droit avec des propositions de lois visant à mettre sur le même plan les partisans et les fascistes, prévoyant des coupes contre les musées et instituts de recherche considérés comme trop engagés, des demandes répétées de supprimer des dénominations liées à l'antifascisme et à la Résistance et de reconnaître des personnages liés au fascisme[2]. Un des aspects les plus honteux de cette politique a été l'inauguration en août 2012, à Affile, une petite commune de la province de Rome, d'un mausolée dédié au criminel de guerre Rodolfo Graziani, par le biais de financements publics[3]. La crise économique qui a touché l'Italie à partir de 2008 n'a fait qu'accentuer ces processus déjà en cours, en permettant de poursuivre ces coupes drastiques dans les fonds destinés aux instituts et musées de la Résistance sans courir le risque d'être accusés de discrimination politique.

D’autres processus plus profonds s’observent aussi quand, à côté des grands vecteurs de la formation identitaire du passé (l’État, l’école, la politique), qui traversent une crise profonde, se sont définitivement affirmés de nouveaux protagonistes, comme le marché et les mass-média producteurs d’une « histoire médiatique » qui fait le plus souvent de la simplification et de la banalisation (quand il ne s’agit pas d’objectifs directement politiques) ses principales caractéristiques. En outre, à partir des années 90, on a assisté à la « multiplication » des mémoires de guerre et à l’émergence de « mémoires antipartisanes », en particulier dans certaines communautés civiles frappées par les représailles nazies et fascistes ; la représentation unitaire de la Résistance centrée sur la figure du partisan combattant est entrée en crise et une nouvelle attention s’est portée sur d’autres sujets, comme les déportés juifs, les internés militaires italiens, les femmes et les civils tués par les bombardements anglo-américains. Ces mémoires diverses se confrontent et entrent parfois en tension entre elles pour s’affirmer sur la scène publique ; et l’État joue lui-même un rôle dans ce sens en ayant commencé à établir légalement des journées consacrées aux souvenirs de ceux qui ont vécu des situations historiques particulières[4].

Avant d’en venir aux réalités des musées de la Résistance, il peut valoir la peine d’interroger la mémoire de la déportation, notamment pour mettre en évidence une spécificité italienne eu égard à la réalité française : l’absence complète de musées qui soient à la fois de la résistance et de la déportation. Au retour des camps, les déportés ont trouvé une société peu disponible pour entendre leurs souffrances et, pendant très longtemps, l’unique représentation possible du déporté a été celle de la « victime résistante » ; toute forme de déportation était ainsi insérée dans le cadre des déportations politiques. Ce n’est qu’à partir des années 60 qu’a émergé la spécificité de la déportation raciale, et il a fallu attendre les dernières années du XX^{e} siècle pour voir apparaître dans l’espace public tous les sujets victimes de l’univers concentrationnaire[5].

La nécessité de disposer d’un lieu dédié au souvenir de la déportation politique et raciale a été affirmée pour la première fois à Carpi, près de Modène (où se trouve, dans le hameau de Fossoli, le principal camp de transit et de déportation italien), en 1955, au cours d’une manifestation nationale pour la célébration de la Résistance dans les camps de concentration. Une exposition itinérante a été présentée à cette occasion, et ensuite dans de nombreuses villes italiennes, ce qui a joué un rôle décisif pour la « découverte » de la déportation par beaucoup de citoyens italiens[6]. Le musée a été inauguré en 1973, alors que ce n’est qu’en 1984 que la municipalité de Carpi parvient à acquérir le camp de Fossoli, une fondation pour sa valorisation étant fondée en 1996. Cette expérience mise à part, les spécificités de la déportation juive ont pendant longtemps été ignorées par les musées dont tout ou partie est consacré à la Seconde Guerre mondiale, ne trouvant leur place presque exclusivement que dans les musées dédiés aux communautés ou aux cultures juives, une quinzaine en Italie[7]. Cette situation a évolué au cours

de ces dix dernières années, à partir de la décision du parlement italien, en 2003, de constituer à Ferrare un Musée national de la Shoah – transformé ensuite, en 2006, en Musée national du judaïsme italien et de la Shoah, avec pour objectif de raconter toute l'histoire de la présence juive en Italie et des persécutions subies –, alors que presque en même temps ont été lancés les projets d'instituer un musée de la Shoah à Rome et un mémorial de la Shoah dans la gare centrale de Milan d'où partaient les trains dirigés vers les camps de concentration et d'extermination[8]. Le thème de la déportation politique ne reste aujourd'hui présenté qu'au Musée et Monument aux déportés de Carpi et au Musée de la Déportation de Prato, près de Florence, créé en 2002 pour raconter une histoire spécifique de déportation ouvrière.

Au cours des premières décennies après la Seconde Guerre mondiale, la nécessité de créer un Musée national de la Résistance n'est pas apparue ; c'est pourquoi, sauf de rares exceptions, il faut attendre les années 70 pour voir surgir les premiers musées dédiés à ce thème, presque tous à la suite d'initiatives locales ou autour de situations territorialement délimitées[9]. En réalité, au cours des premières années d'après-guerre, les Comités de libération nationale ont proposé plusieurs expositions sur la Résistance, aussi bien en Italie qu'à l'étranger (en particulier en France)[10], mais ces expériences n'ont pas débouché sur le montage d'un musée central en Italie. Disons plutôt qu'après la phase la plus aiguë des tensions et des contradictions politiques, la représentation de la Résistance comme second Risorgimento – c'est-à-dire comme mouvement patriotique contre « l'envahisseur allemand », la dimension de guerre civile entre partisans et fascistes restant absente – mène à l'expansion de certains musées du Risorgimento dans lesquels s'ajoutent des salles consacrées à la Résistance. C'est là un processus de longue durée puisqu'en 1975, c'est-à-dire trente ans après la fin de la guerre, une salle dédiée à la Résistance est aménagée au Musée national du Risorgimento de Turin. Il en va de même en Émilie-Romagne[11] avec la dénomination de Musée du premier et du second Risorgimento, avec une salle dédiée à la Résistance qui a ensuite été fermée. Le Musée du Risorgimento et de la Résistance de Ferrare le fait en 1958 avec des espaces dédiés à la lutte partisane, mais aussi à la déportation. En 1960, le Musée du Risorgimento et de l'Époque contemporaine de Faenza est agrandi, mais il ferme en 1976. Enfin, en 1989, le Musée civique du Risorgimento « Luigi Musini » de Fidenza (province de Parme) s'ouvre une nouvelle fois au public avec une exposition étendue à la Résistance.

Les musées apparus au cours des deux premières décennies de la République assument en premier lieu une fonction mémorielle dans le but de proposer la Résistance comme élément d'agrégation de mémoires partagées, à partir du souvenir des deuils et des souffrances[12]. C'est le cas du Musée de la Libération de Rome, ouvert en 1955 dans les locaux de la police de sûreté allemande de la rue Tasso, du Musée et Monument aux Déportés de Carpi déjà cité, de la Risière de San Sabba, un

ancien camp de la région de Trieste déclaré Monument national en 1965, et enfin de la Maison-musée des sept frères Cervi à Gattatico (province de Reggio Emilia), fusillés tous ensemble par des fascistes en décembre 1943. Ce dernier exemple a été central pour la transmission de l'histoire de la Résistance à cause du témoignage assumé par le père Alcide – qui est même la seule figure positive de la Résistance au cours des années cinquante – et par la manière dont le Parti communiste a transformé ce drame en un symbole du lien entre le communisme et l'histoire nationale. C'est pour cela que la Maison Cervi devient dans l'immédiat après-guerre la destination d'une sorte de pèlerinage laïque pour tous ceux qui se reconnaissent dans la Résistance et la lutte antifasciste[13].

L'absence de réalisation de musées de la Résistance dans les premières décennies de l'après-guerre est due à plusieurs raisons : la rapide mise à l'écart des forces de gauche du gouvernement national, la polarisation rapide de l'affrontement politique entre communisme et anticommunisme, la difficulté d'établir un bilan du fascisme et de la défaite militaire de la Seconde Guerre mondiale, les limites d'une guérilla partisane développée seulement dans une partie du pays, dans le centre-nord, et qui présente une dimension de guerre civile et non pas seulement patriotique de défense contre « l'ennemi envahisseur ». Il y a toutefois deux aspects plus « internes » qui méritent d'être mis en évidence : le premier est l'émergence au sein des associations partisanes d'un engagement politique en défense des valeurs de la Résistance et pour la mise à exécution des principes sanctionnés par la Constitution, raison pour laquelle les partisans organisés sont devenus une constante de la géographie politique du centre-nord de l'Italie, en particulier dans les « régions rouges », toujours présentes dans toutes les manifestations en défense de la démocratie[14]. Par ailleurs, les pratiques commémoratives concernent en premier lieu les épisodes de violence subie (les représailles, les massacres), avec des cérémonies pour les victimes, des rappels des batailles et des tueries, l'édification de plaques et de monuments commémoratifs, des noms de rue, de places, d'édifices publics dédiés à des héros de la Résistance[15]. Ainsi a-t-il émergé un « calendrier laïque » constitué de centaines de célébrations qui a tendu en quelque sorte à suppléer l'absence de lieux structurés et stables où l'ensemble de l'histoire de la Résistance puisse se raconter.

Un second aspect concerne la naissance des instituts historiques de la Résistance qui assument quelques-unes des fonctions qui auraient pu être celles de ces musées. Dans l'immédiat après-guerre, la nécessité de recueillir et de mettre systématiquement en ordre les documents de la Résistance produit un débat fort intéressant entre ceux qui veulent remettre ces archives à l'État et ceux qui proposent au contraire la création d'organismes autonomes et fédérés qui conservent les documents, y compris pour éviter que ces ressources soient soustraites à la consultation des chercheurs pendant des décennies. C'est cette seconde posture qui l'emporte, de sorte qu'en 1949, à l'initiative de Ferruccio Parri – l'une des plus importantes figures du mouvement partisan, le premier président du Conseil en 1945 – l'Institut national pour l'histoire du

mouvement de libération en Italie (l'INSMLI) est créé et obtient en 1954 le droit formel de conserver les archives partisanes[16]. C'est en Émilie-Romagne que se consolide un réseau de musées de la Résistance et d'instituts historiques de la Résistance qui n'a pas d'équivalent dans le reste de l'Italie. Ce qui est dû au caractère principalement militaire de la Résistance en Émilie-Romagne, à sa diffusion capillaire sur quasiment tout le territoire régional, à la capacité qu'il a eue de se relier à une solide tradition de luttes sociales et à la forte opposition au régime fasciste des décennies précédentes. Mais aussi à la longue permanence du front (Ligne gothique) dans le territoire régional et au grand nombre de massacres perpétrés par les Allemands et les fascistes. Après-guerre, la large participation aux luttes partisanes et le consensus diffusé au sein des populations déterminent une forte identification aux valeurs de l'antifascisme et de la Résistance. Ce processus n'est pas uniforme dans toute la région et ne procède pas de manière linéaire. Cependant, par rapport à d'autres parties du pays, une grande continuité s'est observée entre l'expérience de la Résistance, les choix électoraux accomplis par les citoyens de l'après-guerre et l'implantation politique des partis majoritairement engagés dans la lutte partisane, en premier lieu le Parti communiste. La mémoire de la Résistance est ainsi devenue un récit collectif qui parvient à donner voix et sens aux protagonistes des générations suivantes, aux nouvelles luttes pour le travail et pour les droits sociaux, à la revendication du bien-être et des droits individuels, à la défense de la démocratie contre le néofascisme et le terrorisme noir et rouge. Une mémoire de la Résistance qui ne soit donc pas seulement un rappel d'une histoire passée, mais un élément identitaire qui donne sens à l'action politique et sociale et aux projets de transformation de la société.

Comme nous l'avons déjà dit, ce parcours n'est ni uniforme, ni linéaire. Cette représentation vertueuse doit se confronter avec le problème de la violence partisane de l'immédiat après-guerre et avec les contradictions présentes parmi les partisans communistes par rapport aux finalités de la lutte partisane[17]. Les forces politiques modérées et de droite se représentent la région comme une terre ensanglantée par la haine de classe et la répression antipartisane est très vaste, avec des procès et des condamnations contre une bonne part des cadres dirigeants partisans, même pour les épisodes survenus pendant la guerre[18]. Un autre aspect est la question encombrante de Predappio, c'est-à-dire la présence d'un lieu de culte du fascisme au cœur même de la région la plus rouge d'Italie. Dans le cimetière de Predappio, en 1957, la dépouille de Mussolini a été transférée par décision du gouvernement et sa tombe est immédiatement devenue un lieu de pèlerinage des nostalgiques du fascisme et de la République sociale. Un phénomène qui trouve son point culminant en 1983, à l'occasion du centenaire de la naissance du *duce*, mais qui reste encore présent aujourd'hui malgré une certaine baisse.

Au-delà de ces difficultés, comme il a été dit, la Résistance assume une position centrale significative aussi bien dans la construction de l'identité régionale que dans l'engagement de ses citoyens. Ce n'est donc pas par hasard si c'est presque

exclusivement dans cette région qu'apparaissent les principaux musées de la Résistance italiens, entre les années 60 et 80 – en même temps que la naissance des régions, avec un rôle majeur assumé par les administrations communales et un renforcement ultérieur du Parti communiste. L'un des plus importants est le musée de la République partisane de Montefiorino (province de Modène), inauguré en 1979 pour raconter l'une des expériences les plus significatives de zones libérées réalisées dans le nord de l'Italie[19]. En 1980 est inauguré le Musée de la Résistance de Ca' Malanca (province de Ravenne), alors qu'entre 1983 et 1985 apparaît le Musée-exposition de la Résistance et du Vingtième Siècle de Imola (province de Bologne).

D'autres musées régionaux mettent au centre de leurs récits les longs mois du front sur la Ligne gothique, en s'efforçant d'assurer un équilibre souvent difficile à trouver entre les dimensions militaires, la présence des forces partisanes, le lourd tribut payé par les populations locales. Un cas emblématique est celui du Musée de la bataille du Senio, inauguré en 1981 à Alfonsine, dans la province de Ravenne. Conçu dans un premier temps avec un accent politico-militaire prédominant, afin de documenter le passage et la stagnation du front dans la zone, il a été agrandi en 1985 pour accueillir des éléments rassemblés pour monter l'exposition *Partisan*, centrée sur la contribution de la Résistance et de la population civile. Au cours des années 70 et 80, d'autres musées dédiés à la guerre et à la Ligne gothique sont apparus. Dans la région de Rimini, c'est le cas du Musée de la Ligne gothique orientale de Montefiore Conca, fermé au public depuis plusieurs années, et du Musée de Ligne gothique orientale de Montescudo. Près de Bologne, le Musée de la Guerre de Castel del Rio est apparu en 1978 à l'initiative privée d'un groupe de citoyens qui voulaient documenter le passage du conflit dans la vallée du Santerno.

À partir des années 80, la nécessité s'est imposée de valoriser davantage les territoires impliqués dans la guerre en aménageant des lieux historiques ou des lieux de mémoire en des lieux *pour* la mémoire[20]. Les modalités choisies ont été diverses, des parcs historiques aux écomusées, en passant par des projets de musées diffus, c'est-à-dire des réseaux structurés de centres et de lieux historiques. L'une des expériences les plus significatives de l'Émilie-Romagne est celle de la création du Parc historique de Monte Sole, dans la zone des Appenins bolognais, à Marzabotto, marquée par le terrible massacre accompli par des unités allemandes entre le 29 septembre et le 5 octobre 1944, provoquant la mort de 770 personnes. Ce territoire était resté complètement abandonné, si ce n'est la présence d'une petite communauté religieuse. À côté de ce parc, qui gère un centre de documentation sur les massacres nazis et fascistes et les représailles de guerre, s'est installé ensuite une fondation École de Paix du Monte Sole, un laboratoire pour l'éducation à la paix et à la gestion non-violente des conflits.

Entre 1989, avec l'écroulement des régimes communistes de l'Est, et 1995, cinquantenaire de la lutte de libération, en passant par l'écroulement de ladite « première République » italienne en 1992 et l'affirmation en 1994 d'un gouvernement de centre-droit mené par Silvio Berlusconi, une nouvelle phase politique et sociale

s'ouvre dans le pays qui a aussi des répercussions notables sur la mémoire de la Résistance. En effet, la nécessité de ne pas perdre cette mémoire face à de tels changements, la conviction que le cinquantenaire serait peut-être l'ultime occasion de consolider les acquis en la matière, ou pour en construire d'autres, a suscité un remarquable activisme sur le front des musées de la Résistance et de la Seconde Guerre mondiale, en particulier au nord de l'Italie, une dynamique maintenue jusqu'aux années les plus récentes.

En Toscane, en 1991, c'est le Musée historique de la Résistance de Sant'Anna di Stazzema qui est créé. Il est inscrit aujourd'hui au sein du Parc national de la Paix, mis en place en 2000. Toujours en 2000, le Musée audiovisuel de la Résistance de Fosdinovo est inauguré. Il s'agit d'une expérience majeure de médiation multimédia des mémoires de la Résistance des provinces de Massa Carrara et de La Spezia. En 2007, c'est au tour de Sienne d'ouvrir un musée sur le fascisme et la Résistance appelé « les Chambres de la Mémoire ». Dans les Marches, le Musée de la Résistance de Falconara est ouvert en 2002 pour exposer tout l'équipement d'une bande partisane et, en 2009, le Musée de la Libération d'Ancône, dédié à la contribution du corps d'armée polonais à la libération de l'Italie. En Ligurie, une autre expérience significative est celle du système muséal intégré d'Imperia, qui tourne autour d'une installation centrale dans l'Institut de la Résistance et comprend le musée militaire d'Albenga (1990), le Musée de la Résistance de Carpasio, Le Musée rural de la Résistance de Nava et le Musée de Pietrabruna. Enfin, au Piémont, l'expérience innovante du Musée diffus de la Résistance, de la Déportation, des Guerres, des Droits et de la Liberté de Turin, inauguré en 2003, est désormais solide. Le musée est au cœur d'un réseau de lieux de mémoire, dans la ville et dans la province, et son activité d'expositions temporaires est riche du patrimoine et des initiatives scientifiques de l'Institut historique de la Résistance de Turin.

En ce qui concerne l'Émilie-Romagne, après l'expérience négative de Bologne relative au Musée du Risorgimento, une proposition a repris corps en 1994 autour d'un Musée de la Résistance, à la demande des associations partisanes locales. Il a finalement été choisi d'aménager un musée dans les mêmes locaux que ceux destinés à l'Institut régional d'histoire de la Résistance, pour créer une synergie positive entre les deux. En 1998 a été installé à Montese (province de Modène) un Musée historique qui met en évidence la présence dans cette zone d'une Force d'expédition brésilienne. Toujours dans la commune de Montese, le musée de Iola conserve une importante collection sur la présence cette fois de la 10^{e} division de montagne américaine, alors qu'à Castel d'Aiano, près de Bologne, il est possible de visiter une intéressante présentation multimédia de la Ligne gothique qui raconte la progression des Anglo-Américains à travers un récit synchronisé avec des lumières, de la musique, des sons, des projections d'images et de films de cette époque. Le Musée-Mémorial de la Liberté, à Bologne, est encore plus original. Inauguré en 2000, il se distingue complètement de tous les autres musées de la région par sa tentative de « spectacularisation » de l'histoire avec des objets, des sons, des effets spéciaux sur quatre dioramas thématiques et multimédias. En 2005, un Musée historique de la Résistance a été inauguré à Sasso di Neviano degli Arduini (province de Parme) qui expose des matériaux recueillis à partir de 1973 par un

groupe de partisans locaux. Enfin, en 2009, à Sperongia di Morfasso (province de Plaisance), s'est créé le musée de la Résistance de la région : il est également caractérisé par une tentative d'élargir la narration à tous les sujets impliqués dans la guerre en utilisant des instruments multimédia innovants.

À côté de ces musées qui rappellent plus ou moins directement l'histoire de la Résistance, deux autres musées centrés sur la guerre en général doivent être signalés. Le premier est le Musée du Combattant de Modène, inauguré officiellement en 1995 dans le siège de l'Association nationale des Combattants et rescapés de Modène, intéressant pour l'attention qu'il prête non pas tant au contexte général des guerres qu'aux expériences vécues des combattants. En Romagne, à la fin des années 90, c'est le Musée de la Ligne gothique de Trarivi qui apparaît, suivi en 2005 par le Musée de la Ligne des Goths de Montegridolfo et par le Musée du Front de Roncofreddo.

D'autres interventions n'ont pas manqué sur les lieux de mémoire. En 1994 est né à Monchio di Palagano (province de Modène), le Parc de la Résistance de Santa Giulia. Il s'agit aussi d'une zone touchée par des représailles allemandes qui ont provoqué la mort de 136 civils. L'histoire de la construction de la mémoire de ce massacre est longue et complexe. Elle a en effet dû se confronter à la proximité d'une mémoire de « vainqueurs », celle de l'expérience de la République de Montefiorino. Et elle est d'abord passée par l'érection de plaques et de monuments jusqu'au récent procès intenté à des nazis encore vivants. À Tavolicci, dans les Appenins de Forlì, un autre massacre s'est déroulé faisant 64 morts. Dans ce cas, l'inauguration de la Maison du massacre de Tavolicci, qui propose une exposition permanente, a signifié la suppression d'un oubli qui durait depuis des décennies et concernait un crime de masse accompli par des Italiens contre des Italiens.

Dans la province de Modène, un autre lieu important pour la mémoire est la Villa Emma de Nonantola, où furent hébergés et sauvés par un passage en Suisse des dizaines d'enfants juifs de plusieurs nationalités. La villa, l'une des plus belles résidences du XIX^{e} siècle en Émilie, est aujourd'hui une propriété privée, visible seulement de l'extérieur, mais la commune de Nonantola s'est engagée dans la valorisation de cette expérience de solidarité en promouvant la naissance en 2004 de la Fondation Villa Emma-Enfants juifs sauvés qui s'occupe d'une part de faire connaître ce lieu de mémoire et son histoire, et de l'autre de proposer des occasions de réflexion sur les conflits actuels avec une attention particulière au monde de l'enfance et de l'adolescence.

Au cours des dix dernières années, des projets de coordination et de mise en lien de ces réseaux de musées et lieux de mémoire ont été élaborés dans certaines régions italiennes. L'expérience la plus significative est celle du projet italo-franco-suisse « La mémoire des Alpes » qui a engagé, pour la partie italienne, la région du Piémont. Grâce à des financements européens entre 2003 et 2007, il a été possible de produire quelques 45 ouvrages et guides locaux, aménager 95 parcours pédestres dédiés à la Résistance, monter 29 centres informatiques, des moyens d'information sur l'histoire du territoire, en dessinant ainsi les contours d'un véritable Musée diffus de la Résistance

piémontaise[21]. Le projet Ligne gothique qui a impliqué – de manière séparée – les régions de la Toscane et de l'Émilie-Romagne est en revanche plus complexe et articulé, mais en donnant pour l'instant moins de résultats. Dans le cas de la Toscane, le thème central est celui de la « guerre aux civils », c'est-à-dire les nombreux massacres nazis et fascistes qui ont frappé la population civile toscane, surtout à proximité de la Ligne gothique, en contribuant au recensement et à la valorisation des lieux historiques et à la consolidation de certains musées ou lieux de mémoire[22].

En ce qui concerne l'Émilie-Romagne, beaucoup d'acteurs ont agi autour de la Ligne gothique sans être toujours coordonnés entre eux. Dans une première phase, le rôle de protagoniste a été assumé par l'Institut pour les biens artistiques, culturels et naturels financé par la région d'Émilie-Romagne qui a entamé, depuis 1997, un recensement des traces physiques qui sont restées et des récoltes privées d'objets de combat. C'est dans le cadre de ce projet qu'ont été inaugurés les musées déjà cités de Bologne et de Montese, qu'ont été promues diverses publications et établis des rapports avec l'Europe, à travers l'adhésion au projet européen *Les chemins de la mémoire*. Au cours des dernières années, l'Union des communautés montagnardes de la région a joué un rôle de premier plan en se donnant l'objectif de créer un système territorial en réseau autour de la Ligne gothique, avec une nette tendance à la valorisation de ces territoires sur les plans touristique et culturel. Quoi qu'il en soit, ce qui rend le système italien particulièrement complexe et très difficile à faire évoluer face à l'identification de 233 « éléments de patrimoine » (musées, bâtiments historiques, fortifications, sentiers, etc.), ce sont d'abord les 318 acteurs à intégrer, entre les institutions locales, les associations et diverses autres structures.

Pour conclure, disons que le cadre régional contemporain des musées de la Résistance demeure encore une réalité décisive sur le plan national, mais qu'il commence à poser quelques problèmes. Ces musées ont souvent été promus par des institutions locales qui sont aujourd'hui en grande difficulté sur le plan financier[23], ou qui relèvent désormais de majorités politiques qui ne sont guère favorables à ces projets (comme dans le cas du Musée de Montefiorino ou de celui de Sperongia di Morfasso). L'absence de volonté politique de la part de la région d'Émilie-Romagne quant à affronter cette réalité des musées, des lieux de mémoire et des instituts historiques de la Résistance[24], les expose à des moments difficiles sur le plan de leurs finances et de leur gestion, à tel point que certaines structures ne tiennent en place que grâce au bénévolat.

Malgré toutes ces difficultés de gestion et d'administration, et malgré l'incapacité jusqu'alors de concrétiser des formes de collaboration et de coordination, ce riche panorama d'institutions dédiées à l'histoire de la Résistance a été capable d'initiatives et de projets intéressants. Les traits communs qui en émergent avant tout concernent le rapport entre musée et territoire, et entre musées et institutions culturelles. Dans le premier cas, signalons la riche production d'itinéraires historiques, de sentiers

partisans, de signalétique historique sur les lieux avec la production de matériaux imprimés de grande qualité, qu'il s'agisse de guides des sentiers ou des lieux historiques d'un territoire déterminé[25]. Dans le second cas, il faut mettre en évidence que le rapport entre musées, lieux de mémoire et institutions culturelles, surtout avec les instituts historiques de la Résistance, permet de valoriser les patrimoines conservés en relation avec les archives et les bibliothèques spécialisées sur la Résistance, de renforcer la capacité de réaliser des projets et de développer l'aspect culturel des musées, d'organiser plus efficacement des activités didactiques adressées aux écoles, de participer à des initiatives de dimension nationale ou européenne.

Traduction : Charles Heimberg

*****

ANNEXE : SITOGRAPHIE DES MUSÉES CITÉS

En ce qui concerne les musées qui ont pour thème la déportation politique et raciale, voir les sites de la Fondation ex-Camp de Fossoli (www.fondazionefossoli.org), du Musée national du Judaïsme italien et de la Shoah de Ferrare (www.meisweb.it), du Musée de la Shoah de Rome (www.museodellashoah.it), du Mémorial de la Shoah de Milan (www.memorialeshoah.it) et du Musée de la Déportation de Prato (http://deportazione.po-net.prato.it).

Les musées du Risorgimento qui disposent encore de salles dédiées à la Résistance sont ceux de Ferrare, qui ne dispose pas de site internet, et de Fidenza (http://www.comune.fidenza.pr.it/museomusini).

Sur les musées mémoriels, voir les sites du Musée de la Libération de Rome (www.viatasso.eu), de la Risière de San Sabba (http://www.retecivica.trieste.it/triestecultura/new/musei/risiera_san_sabba) et du Musée Cervi (www.fratellicervi.it).

Sur les premiers musées de la Résistance, consulter les sites du Musée de la République partisane de Montefiorino (www.resistenzamontefiorino.it), du Musée de la Résistance de Cà Malanca (http://camalanca.racine.ra.it) et du Musée-exposition de la Résistance et du Vingtième Siècle de Imola (www.cidra.it).

Pour les musées qui ont pour thème central la Ligne gothique, voir les sites du Musée de la Bataille du Senio (http://dev.racine.ra.it/sistemamusei/sezioni/scheda.php?museo=1), du Musée de la Ligne gothique orientale de Montescudo (www.comune.montescudo.rn.it/IMuseidiMontescudo/MuseodellaLineaGoticaOccidentale.aspx), du Musée de la guerre de Castel del Rio (www.museodellaguerradicasteldelrio.it).

Pour Monte Sole, voir les sites du Parc historique (www.parcostoricomontesole.it) et de la Fondation École de Paix (www.montesole.org).

Par rapport aux musées italiens apparus à partir des années 90, voir les sites du Musée historique de la Résistance de Sant'Anna di Stazzema (www.santannadistazzema.org/sezioni/IL%20MUSEO), du Musée audiovisuel de la Résistance de Fosdinovo (www.museodellaresistenza.it), des Chambres de la Mémoire (www.stanzedellamemoria.it), du Musée de la Résistance de Falconara (www.musan.it/musei/vis_musei.php?id_news=25), du Musée de la Libération d'Ancône (www.musan.it/musei/vis_musei.php?id_news=186), du Système muséal intégré d'Imperia (www.isrecim.it/it/museo_carpasio.cfm), du Musée diffus de la Résistance, de la Déportation, de la Guerre, des Droits et de la Liberté de Turin (www.museodiffusotorino.it).

Pour l'Émilie-Romagne, on peut consulter les sites du Musée de la Résistance de Bologne (www.museodellaresistenzadibologna.it), du Musée historique de Montese (www.museo.comune.montese.mo.it), du Musée-Mémorial de la Liberté de Bologne (www.museomemoriale.com) et du Musée de la Résistance de la région de Plaisance à Sperongia di Morfasso (www.resistenzapiacenza.it). Le Musée historique de la Résistance de Sasso di Neviano degli Arduini (province de Parma) et le Musée du Combattant de Modène n'ont par contre pas de site internet propre, alors que sont disponibles les sites du Musée de la Ligne gothique orientale de Trarivi (www.comune.montescudo.rn.it/IMuseidiMontescudo/MuseodellaLineaGoticaOccidentale.aspx), du Musée de la Ligne des Goths de Montegridolfo (www.museolineadeigoti.it) et du Musée du Front de Roncofreddo (http://museorubicone1944.blogspot.it/p/roncofreddo-prima-dell8-settembre-1943.html).

Pour le Parc de la Résistance de Santa Giulia, voir (www.parcosantagiulia.it), alors que pour la Maison du massacre de Tavolicci, on peut consulter (www.istorecofc.it/luoghi-tavolacci.asp?pr1_tipo=luoghi). Le site concernant l'affaire de Villa Emma à Nonantola est (www.fondazionevillaemma.org) ; pour le projet Mémoire des Alpes, il faut consulter (www.memoriadellealpi.net) ; enfin, pour le projet Ligne gothique développé par l'Institut des Biens culturels de l'Émilie-Romagne, voir (http://ibc.regione.emilia-romagna.it/istituto/progetti/progetti-1/linea-gotica-1/linea-gotica).

---

[1] Angelo Del Boca (dir.), *La storia negata. Il revisionismo e il suo uso politico,* Vicenza, Neri Pozzi editore, 2009.

[2] Giovanni De Luna, *La Repubblica del dolore. Le memorie di un'Italia divisa,* Milan, Feltrinelli, 2011.

[3] Reconnu responsable des déportations de masse et des massacres de civils (y compris en utilisant des gaz) en

Cyrénaïque et en Éthiopie, le général Graziani a aussi été l'un des chefs de l'armée de la République sociale italienne. Soumis à procès en 1950, il a été condamné à 19 ans de prison dont il n'a effectué que quatre mois. En 1953, il est devenu président honoraire du Mouvement social italien avant de mourir en 1955.

[4] Jusqu'à nouvel avis, nous avons le 27 janvier comme Journée de la mémoire qui rappelle les juifs et les internés militaires, le 10 février comme jour du souvenir dédié aux réfugiés juliano-dalmates qui ont fui la Yougoslavie, alors que le 9 mai commémore les victimes du terrorisme des années 1970-1980 et, enfin, le 9 novembre, date de la chute du Mur de Berlin, dédié aux victimes du communisme. À ces dates s'ajoutent celles du 25 avril et du 2 juin, consacrées à la Résistance et à la Constitution.

[5] Voir Robert S. C. Gordon, *Scolpitelo nei cuori, L'olocausto nella cultura italiana (1944-2010),* Turin, Bollati Boringhieri, 2013.

[6] Marzia Luppi, Elisabetta Ruffini (dir.), *Immagini dal silenzio. La prima mostra nazionale dei lager nazisti attraverso l'Italia 1955-1960,* Carpi, Nuovagrafica, 2005.

[7] Annie Sacerdoti, *Guida all'Italia ebraica,* Venise, Marsilio, 2003.

[8] Liliana Picciotto, « Un museo per la Shoah. Prime riflessioni », *Italia contemporanea,* n° 246, mars 2007; Michele Sarfatti, « La Shoah e le case della memoria », *L'unità,* 17 janvier 2007.

[9] Ersilia Alessandrone Perona, « La Resistenza italiana nei musei », *Passato e presente,* n° 45, 1998. Voir d'un point de vue plus général: Filippo Focardi, *La guerra della memoria. La Resistenza nel dibattito politico italiano dal 1945 ad oggi,* Rome-Bari, Laterza, 2005.

[10] Adolfo Mignemi, Gabriella Solaro (dir.), *Un'immagine dell'Italia. Resistenza e ricostruzione, le mostre del dopoguerra in Europa,* Milano, Skira, 2005. Seul le Musée historique de Trente transforme en exposition permanente une présentation sur la Résistance dans la région pour affirmer son caractère italien après l'occupation allemande (quand ce territoire dépendait directement du Reich).

[11] Pour toutes les références concernant les musées de l'Émilie-Romagne, je renvoie à ma contribution : « Musei della Resistenza e politiche della memoria. Il caso dell'Emilia-Romagna », *Italia contemporanea,* n° 251, juin 2008, ainsi qu'à mon ouvrage *Alle spalle della Linea Gotica. Storie luoghi musei di guerra e Resistenza in Emilia-Romagna,* Modène, Artestampa, 2009.

[12] Guri Schwarz, *Tu mi devi seppellir. Riti funebri e culto nazionale alle origini della Repubblica,* Turin, Utet, 2010.

[13] Paola Varesi, Claudio Silingardi, *Il Museo Cervi tra storia e memoria,* Reggio Emilia, Tecnograf, 2002.

[14] Patrizia Dogliani, *La memoria della guerra nell'associazionismo post-resistenziale,* in Giovanni Miccoli, Guido Neppi Modona, Paolo Pombeni (dir.), *La grande cesura. La memoria della guerra e della Resistenza nella vita europea del dopoguerra,* Bologne, Il Mulino, 2001, pp. 527-555.

[15] Maurizio Ridolfi, « La Resistenza nella rappresentazione delle istituzioni: celebrazioni, calendari civili », in Aldo Agosti, Chiara Colombini (dir), *Resistenza e autobiografia della nazione. Uso pubblico, rappresentazione, memoria,* Turin, Edizionie SEB 27, 2012.

[16] Gilda Zazzara, *La storia a sinistra. Ricerca e impegno politico dopo il fascismo,* Rome-Bari, Laterza, 2011, pp. 72-77.

[17] Mirco Dondi, *La lunga liberazione: giustizia e violenza nel dopoguerra italiano,* Rome, Editori Riuniti, 1999.

[18] Michela Ponziani, « L'eredità della Resistenza nell'Italia repubblicana tra retorica celebrativa e contestazione di legittimità (1945-1963) », *Annali della Fondazione Luigi Einaudi,* vol. XXXVIII, 2004, pp. 259-307.

[19] Réaménagé entre 1994 et 1996, le musée est actuellement fermé suite à des restructurations de la forteresse médiévale qui l'accueille. Il devrait être ouvert à nouveau en 2014, à l'occasion du 70e anniversaire de la République partisane de Montefiorino.

[20] Ersilia Alessandrone Perona, *La Resistenza e i suoi luoghi di memoria,* in Aldo Agosti et Chiara Colombini (dir), *Resistenza e autobiografia della nazione. Uso pubblico, rappresentazione, memoria,* Turin, Edizioni SEB 27, 2012.

[21] Barbara Berruti (dir.), *Alpi occidentali tra guerra e dopoguerra. Guida ai centri rete della regione Piemonte,* Turin, Région du Piémont, 2012.

[22] *Paesaggi della memoria. Itinerari della Linea Gotica in Toscana,* Milan, Touring club italiano, 2005.

[23] Il s'agit d'une donnée générale, mais en réalité, on compte aujourd'hui 326 musées en Émilie-Romagne, soit environ 10 % du total national, dont la moitié appartiennent à des administrations communales. Voir Istituto dei Beni culturali, *Musei in Emilia Romagna, Bologne,* Editrice Compositori, 2000.

[24] Il y a eu en réalité au cours des dernières années une tentative dans ce sens de la part des responsables de la culture de la Région. Il s'agissait de promulguer une loi régionale d'organisation, mais cela n'a pas encore abouti.

[25] Voir *Emilia Romagna. Itinerari nei luoghi della memoria 1943-1945,* Milan, Touring club italiano, 2005.